

REPUBLIQUE DU BURUNDI
PARTIS POLITIQUES POUR UNE
DEMOCRATIE PARTICIPATIVE

COMMUNIQUE DE PRESSE

Alors que l'on s'attendait à la mise en place du cadre de dialogue et de négociation tel que sollicité par les partis non signataires du document de Prétoria, auprès du Président et du Vice -Président dans la correspondance du 23 Août 2004, alors que la C S A vient de recommander la poursuite du dialogue, alors que le Président de la République avait lui-même promis la poursuite du dialogue à son retour du Sommet de Dar – Es - Salaam, ces partis politiques non signataires du document de Prétoria viennent d'apprendre avec grande surprise que le Président de la République a convoqué pour ce vendredi 3 Septembre une réunion du Conseil des Ministres sur le projet de constitution post-transition. En conséquence, ils portent à la connaissance de l'opinion ce qui suit :

1. Le projet de constitution proposé à l'examen de ce Conseil des Ministres n'a fait l'objet d'aucune élaboration concertée et n'a même pas été soumis à l'examen d'une commission interministérielle comme le prescrit le règlement d'ordre intérieur du Conseil des Ministres.

2. La convocation de cette réunion du Conseil des Ministres a été faite en violation manifeste de l'article 11 paragraphe 2 du Règlement d'Ordre Intérieur qui indique que « l'invitation précise l'ordre du jour qui est déterminé par le Président de la République après consultation avec le Vice -Président. » Or, de source digne de foi, le Vice –Président de la République n'a pas été consulté préalablement avant la convocation de cette réunion et la fixation de son ordre du jour.

3. Les Partis Politiques contestent cette démarche unilatérale et demandent au Président de la République de privilégier la démarche de dialogue et de concertation entre les deux familles politiques composant le gouvernement pour fixer les compromis qui seront le fondement de la Constitution post-transition.

4. Si malgré notre appel, le Président de la République persiste à maintenir cette réunion du Conseil des Ministres sur la Constitution post transition, les Partis politiques du G10 refusent de cautionner cette démarche unilatérale et annoncent que les Ministres issus des ces partis politiques ne participeront pas en conséquence à cette réunion d'analyse de la constitution post transition.

5. À deux mois de la fin de la transition, les Partis non signataires du document de Prétoria sont également préoccupés par la question du vide politique au cas où les institutions post transition ne seraient pas mises en place le 1^{er} Novembre 2004. Cette préoccupation ne devrait pas cependant occulter le débat sur la question de partage du pouvoir parce que le règlement de l'une des questions n'empêche pas le règlement de l'autre. C'est pourquoi les Partis Politiques demandent que cette question soit abordée assez rapidement avec tous les partenaires politiques et sont convaincus qu'en mettant à contribution la CENI, qui vient très

heureusement d'être mise en place, la solution de ce problème que d'aucuns veulent dramatiser va être trouvée sans difficultés et dans la sérénité.

6. Les Partis Politiques non signataires du document de Prétoria remercient vivement la Communauté Internationale pour les efforts qu'elle déploie en vue de faire aboutir le processus de paix du Burundi à une solution viable pour tous. Il est demandé à cette Communauté spécialement l'ONU et l'UA par le biais de leurs Représentants Spéciaux au Burundi de continuer à aider les partenaires politiques burundais pour que les compromis acceptables par les deux parties en présence soient trouvés.

7. Les Partis Politiques en appelle encore une fois au Président de la République et à tous les partenaires politiques pour qu'ils organisent un cadre de dialogue constructif en vue de bâtir un véritable consensus national sur ces questions vitales pour le processus de paix et de réconciliation nationale.

Fait à Bujumbura le 02/09/2004

Pour les partis non signataires du document de
Prétoria